

Pour une France aux avant-postes du progrès en santé

L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale suscite de nombreuses interrogations sur la manière dont le pays va fonctionner dans les prochaines semaines et les prochains mois.

Forte de 106 000 collaborateurs présents partout dans les territoires, 4^e secteur contributeur à la balance commerciale française, l'industrie du médicament prend aujourd'hui la parole en tant qu'acteur clé de la recherche et de la production, au service des besoins de santé.

Alors que notre pays est engagé dans une compétition mondiale pour assurer une plus grande autonomie sanitaire, se renforcer sur le plan industriel et stimuler sa recherche, nous voulons garantir à nos concitoyens que la France demeure aux avant-postes du progrès en santé.

Cela passe par trois grandes priorités, inscrites au cœur de nos missions et de nos engagements :

- **La souveraineté sanitaire** pour répondre aux enjeux des pénuries, mais également accélérer l'arrivée des innovations de demain sur le territoire, maintenir une production en France et en Europe des molécules essentielles et attirer les talents et compétences nécessaires.
- **La soutenabilité économique** pour construire avec les pouvoirs publics et les parties prenantes le cadre économique et réglementaire permettant aux entreprises du médicament implantées en France de concevoir, développer, produire et délivrer chaque jour des médicaments, qu'ils soient du quotidien ou innovants.
- **La responsabilité sociétale** pour répondre aux enjeux de la transition industrielle, environnementale et numérique, et continuer de contribuer aux enjeux de santé publique et aux grandes causes sociétales.

La France a certes des atouts, mais beaucoup de travail reste à faire. Notre pays stagne au 3^e rang des puissances européennes en matière d'essais cliniques ; peu de nouveaux médicaments sont fabriqués sur notre territoire ; la fiscalité très élevée et les niveaux de prix très bas pénalisent l'hexagone... Et à l'instabilité du cadre réglementaire national s'ajoute aujourd'hui une tension politique et sociale préoccupante.

Dans ce contexte, notre boussole est, et continuera d'être, le service aux patients, et l'accès aux traitements dont ils ont besoin, qu'il s'agisse de médicaments matures ou de traitements innovants.

Nous continuerons aussi de porter avec fierté les valeurs qui nous rassemblent, quelles que soient la taille ou la nationalité des entreprises que nous représentons : l'humanisme comme pilier de nos missions, le respect comme condition première du dialogue, l'attachement à la preuve scientifique et à la rationalité, l'inclusivité et l'accueil de la différence, et enfin l'égalité des chances devant la santé.

Nous voulons enfin réaffirmer notre attachement au projet européen, car il est un soutien essentiel de notre développement en France. Nous continuerons de défendre une Europe qui oriente, grâce à une véritable stratégie industrielle au service de son autonomie sanitaire ; une Europe qui agit, pour garantir l'accès de tous aux médicaments innovants et matures ; une Europe qui protège la santé humaine et la santé de la planète.

Dans les prochaines semaines, les entreprises du médicament resteront force de proposition pour relever les défis du financement et de l'accès aux médicaments, ainsi que ceux de la réindustrialisation. **Nous souhaitons que les échéances électorales prochaines donnent lieu à un débat équilibré, respectueux et rationnel en soutien du système de santé et de son financement.** Nous n'aurons de cesse d'incarner la continuité d'une industrie en ordre de marche, claire dans ses convictions, et au rendez-vous des enjeux de santé.